



CADEUL

CONFÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS D'ÉTUDIANTS
ET ÉTUDIANTES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

Plateforme de revendications

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2019

CAUCUS DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES

Présenté lors de la séance du 23 juin 2019

SESSION D'ÉTÉ 2019

RECHERCHE :

Marie Hautval, recherchiste

RÉDACTION :

Marie Hautval, recherchiste

SOUS LA DIRECTION DE :

Keven Imbeault, vice-président aux affaires externes

CORRECTION :

Catherine Leclerc, adjointe administrative

La Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) fête cette année ses 36 ans d'existence. Elle représente plus de 88 associations étudiantes et plus de 33 000 étudiantes et étudiants de premier cycle de l'Université Laval.

La CADEUL a pour mission de représenter les étudiantes, les étudiants et les associations d'étudiantes et d'étudiants membres afin de promouvoir et de défendre leurs droits et leurs intérêts, notamment en matière pédagogique, culturelle, économique, politique et sociale, ainsi qu'envers l'administration universitaire.

Par ailleurs, la CADEUL encourage ses membres à s'impliquer dans leur milieu, stimule leur potentiel et met de l'avant leur vision collective, notamment :

- en créant des liens entre les associations et en favorisant la communication avec les étudiantes et les étudiants;
- en développant des outils pour les aider à réaliser leurs ambitions;
- en les aidant à devenir des leaders dans leur milieu;
- en offrant des services adaptés à leurs besoins;
- en défendant leurs intérêts.

Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL)

Bureau 2265, pavillon Maurice-Pollack, Université Laval, Québec (Québec) G1V 0A6

Téléphone : 418.656.7931 – Télécopieur : 418.656.3328 – Courriel : cadeul@cadeul.ulaval.ca

Site Internet : <http://www.cadeul.com/>

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	iii
INTRODUCTION	1
1. AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	2
1.1 Historique de l'aide financière aux études en provenance du fédéral	2
1.2 Champ de compétence et mécanisme compensatoire	2
2. LES FRAIS INDIRECTS DE RECHERCHE ET LE FONDS DE SOUTIEN À LA RECHERCHE	4
2.1 Mise en contexte	4
2.2 Situation et recommandation	5
3. ENVIRONNEMENT	6
3.1 Politique énergétique, changements climatiques et développement durable ...	6
3.2 Transports en commun et développement durable	9
4. LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN	10
BIBLIOGRAPHIE	12

INTRODUCTION

Les prochaines élections fédérales se tiendront le 21 octobre 2019 et porteront au pouvoir la 43^e législature parlementaire canadienne. En 2015, lors du dernier scrutin, le taux de participation des 18-24 ans s'établissait à 57.1%, soit en dessous de la moyenne nationale, qui s'élevait pour sa part à 66.1%¹. Bien qu'historiquement les jeunes aient toujours été en moyenne moins nombreux que leurs aînés à se déplacer aux urnes, leur participation électorale ne cesse toutefois de diminuer depuis les années 1980². Étant donné la part substantielle de membres de notre association âgés de 18 à 24 ans, la CADEUL considère qu'il est essentiel de sensibiliser les étudiantes et les étudiants sur la nécessité de développer et de maintenir, le réflexe citoyen qu'est l'action de voter. La Confédération organisera d'ailleurs une campagne de mobilisation en ce sens et tentera d'offrir la possibilité à la communauté étudiante de voter sur le campus. Enfin, cette plateforme de revendications constitue un moyen pour la CADEUL de présenter différentes mesures se voulant en faveur de la jeunesse étudiante et étant également soutenues par cette dernière.

¹ Division des affaires juridiques et sociales, « La participation électorale des jeunes au Canada (Étude générale) », *Bibliothèque du Parlement*, Service d'information et de recherche parlementaire, n° Publication n°2016-104-F (13 octobre 2016), https://bdp.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/2016104E#a3. pp1-4.

² *Ibid.*, p.2; Institut du Nouveau Monde, « La diminution de la participation électorale des jeunes Québécois: Une recherche exploratoire de l'Institut du Nouveau Monde » (Le Directeur général des élections du Québec, 2012), <http://inm.qc.ca/blog/la-diminution-de-la-participation-electorale-des-jeunes-quebecois-une-recherche-exploratoire-de-linm/>, p.7.

1. AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES

1.1 Historique de l'aide financière aux études en provenance du fédéral

Au Canada, l'Éducation constitue un domaine de compétence relevant de l'autorité provinciale. Toutefois, il n'est pas contraire à la Constitution canadienne que le pouvoir fédéral participe financièrement à un champ de compétence qui n'est pas le sien. Cependant, cette contribution ne peut sortir du cadre de l'État gestionnaire. En d'autres mots, les conditions assorties aux transferts financiers ne doivent pas équivaloir à un cadre normatif, car cela irait à l'encontre du partage des compétences.

Ainsi, depuis 1964, le gouvernement canadien régit le *Programme canadien de prêts aux étudiants* (PCPE) à travers la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*³. En 1994, la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* fut sanctionnée, cette dernière réglemant, à l'exception des prêts à risques, l'ensemble des prêts et bourses octroyés par le fédéral de 2000 à aujourd'hui. Quelques années après, en 1998, la *Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire* (FCBEM) fut créée, puis dissoute 10 ans plus tard. Dès lors, afin de pallier les montants manquants éventuels résultant de cette dissolution, le gouvernement fédéral prit la décision de fusionner les différentes bourses octroyées dans le cadre du PCPE, tout en augmentant leur financement global. C'est dans ce contexte que le *Programme canadien de subventions aux étudiants* (PCSE) fut mis sur pied, devenu officiellement le *Programme canadien de bourses aux étudiants* (PCBE) depuis le 1er août 2009. Le PCBE fait administrativement partie du PCPE et se retrouve également régi selon la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*⁴.

1.2 Champ de compétence et mécanisme compensatoire

Le Québec dispose de son propre régime d'Aide financière aux études (AFE) et ne participe de ce fait ni au PCPE, ni au PCBE. Les étudiantes et les étudiants québécois reçoivent ainsi leurs prêts et bourses du provincial et non du fédéral. En raison de cette situation, le Québec a le droit de recevoir une compensation financière selon les modalités prévues à l'article 14 de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* :

*Lorsqu'un gouvernement provincial l'informe par écrit, au moins douze mois avant le commencement d'une année de prêt, qu'un régime provincial d'aide financière aux étudiants sera en vigueur dans la province pendant l'année de prêt et qu'en conséquence il ne veut pas — ou ne veut plus — participer au régime prévu par la présente loi et ses règlements, le ministre verse à la province, dans les six mois qui suivent la fin de l'année en question puis pour chaque année de prêt pendant laquelle la province ne participe pas au régime fédéral, le montant compensatoire calculé conformément au présent article*⁵.

Or, le gouvernement fédéral a annoncé en 2016 un réinvestissement de 300 M\$ par an dans le PCBE afin d'augmenter de 50% les bourses de la population étudiante canadienne. Toutefois, cette bonification a entraîné en parallèle l'abolition de deux crédits

³ Ministère de la Justice, « Loi fédérale sur les prêts aux étudiants », L.R.C. 1985, ch. S-23 § (2019), <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/s-23/>.

⁴ Ministère de la Justice, « Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants », L.C.1994,ch.28 §, consulté le 6 juin 2019, <https://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/S-22.7.pdf>.

⁵ *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*, L.C.1994,ch.28, art 14.

d'impôt dont les étudiantes et étudiants canadiens, incluant les Québécois et Québécoises, pouvaient bénéficier⁶.

Les étudiantes et les étudiants québécois ne bénéficiant pas du PCBE, la revalorisation des montants de ces bourses canadiennes n'implique pour eux aucune amélioration de leur situation financière. Par contre, toutes et tous étaient en mesure de prétendre aux deux crédits d'impôt que le gouvernement fédéral a aboli. Face à cette situation, le Québec a donc décidé d'user de son droit de retrait avec compensation financière prévu à l'article 14 de *La loi fédérale sur l'aide financière aux études*⁷. Ainsi depuis 2016, Ottawa verse annuellement à Québec la somme de 80 M\$.

En 2016, le mouvement étudiant a réclamé que ce transfert fédéral soit réinvesti dans le système de l'AFE québécois, requête qui a finalement été approuvée par le gouvernement Couillard alors en place. Cette décision constitue un gain considérable pour les étudiantes et les étudiants au Québec. En effet, cet investissement était le plus élevé des 15 dernières années dans le régime de l'AFE. Le réinvestissement a principalement été affecté à l'augmentation des frais de subsistance admissibles. Une aide additionnelle moyenne de 994\$ pour les 11 000 parents étudiants monoparentaux bénéficiaires de l'AFE a aussi fait son apparition⁸. En bout de course, ce sont 146 000 étudiantes et étudiants qui ont vu leurs bourses augmenter de 462 \$ par an⁹.

Toutefois, bien que le mouvement étudiant puisse et doive se féliciter de ces investissements, le montant de la compensation financière octroyée par le fédéral peut pour sa part prêter à la discussion. En effet, on peut présumer que le nombre d'étudiantes et d'étudiants québécois réclamant les deux crédits d'impôt abolis par le gouvernement fédéral en 2016 décroît progressivement depuis 2016. Ainsi, si le nombre d'étudiantes et d'étudiants bénéficiaires des allègements fiscaux fédéraux diminue, la compensation financière en provenance d'Ottawa devrait pour sa part logiquement augmenter progressivement. En effet, si de moins en moins d'étudiantes et d'étudiants québécois bénéficient des crédits d'impôt fédéraux¹⁰, ceci signifie qu'en parallèle ils sont de plus en plus nombreux à être privés de l'augmentation des bourses allouées par le PCBE. Ainsi la somme de 80 M\$ calculée en 2016 s'écarte, d'année en année, de l'économie réel

⁶ Justine de l'Église, « Les étudiants québécois pourraient être privés de 80 millions de dollars du fédéral », *Vice*, 21 septembre 2016, https://www.vice.com/fr_ca/article/wdbzdy/les-etudiants-quebecois-pourraient-etre-privés-de-80-millions-provenant-du-gouvernement-federal.; Tommy Chouinard, « Bourses étudiantes: Québec s'attend à 80 millions d'Ottawa », *La Presse*, 24 mars 2016, <https://www.lapresse.ca/actualites/education/201603/23/01-4963967-bourses-etudiantes-quebec-sattend-a-80-millions-dottawa.php>.

⁷ Tommy Chouinard, « Québec ajoute 80 millions à l'aide financière aux études », *La Presse*, 15 décembre 2016, <https://www.lapresse.ca/actualites/education/201612/14/01-5051505-quebec-ajoute-80-millions-a-laide-financiere-aux-etudes.php>.

⁸ Patricia Cloutier, « Plus de prêts et bourses pour 157 000 étudiants », *Le Soleil*, 15 décembre 2016, <https://www.lesoleil.com/actualite/education/plus-de-prets-et-bourses-pour-157000-etudiants-86329e6a8ffb39806edd01fa17794bfa.>; La Presse canadienne, « Bonification de 80 millions de dollars de l'aide financière aux études », *Radio-Canada*, 15 décembre 2016, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1006101/bonification-80-millions-aide-etudes-quebec-helene-david>.

⁹ Union étudiante du Québec, « 15 décembre 2016 - Transferts fédéraux de 80 millions en aide financière – L'UEQ célèbre un gain historique pour les étudiantes et étudiants les plus démunis ainsi que pour les chefs de famille monoparentale », Union étudiante du Québec, 15 décembre 2016, <https://unionetudiante.ca/transferts-federaux-de-80-millions-aide-financiere-lueq-celebre-gain-historique/>.

¹⁰ Ministère des Finances du Canada, « Rapport sur les dépenses fiscales fédérales : Concepts, estimations et évaluations 2019 », Gouvernement du Canada, consulté le 18 juin 2019, <https://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2019/taxexp-depfisc19-fra.pdf>.

dégagé par l'abolition des deux crédits d'impôt par rapport à la hausse du PCPE. Les projections du mouvement étudiant marquent le point de maximale de reconsidération à 2021.

Dès lors, la CADEUL recommande :

Recommandation 1 :

Que le gouvernement fédéral procède au calcul du montant compensatoire auquel le Québec a droit en raison des modifications apportées au Programme canadien de bourses aux étudiants suite à l'abolition du crédit d'impôt sur les frais de scolarité et au crédit d'impôt pour les manuels scolaire et ce d'ici le budget 2021-2022.

2. LES FRAIS INDIRECTS DE RECHERCHE ET LE FONDS DE SOUTIEN À LA RECHERCHE

2.1 Mise en contexte

Différents programmes de soutien financier sont offerts aux universités afin de poursuivre leurs recherches. Ces programmes peuvent pour certains se combiner entre eux, ceci dans le but de permettre aux chercheuses et chercheurs d'adapter au mieux le soutien à leur domaine et à leurs activités de recherche. En effet, chaque projet de recherche implique une gamme de frais variés. Ainsi, des investissements dans des infrastructures peuvent être nécessaires, lesquels impliquent quant à eux des frais de fonctionnement ou encore, des frais indirects. Les frais indirects de recherche (FIR) se définissent comme tels :

[...] parfois nommés frais de gestion ou frais administratifs, constituent l'ensemble des charges n'étant pas directement liées à la recherche, mais qui permettent aux universités et à leur personnel, dont les chercheurs, d'accomplir leur mission de recherche¹¹.

Ainsi, les FIR renvoient par exemple aussi bien au fonctionnement et à la gestion du processus de recherche, qu'à l'entretien des infrastructures, aux coûts reliés aux demandes de subventions ou encore, au respect des normes de sécurité prévue par l'établissement, voire même à la gestion de la propriété intellectuelle.

Face à ces frais divers que doivent assumer les universités, le Fonds de soutien à la recherche (FSR) a été mis sur pied en 2003 par le Canada. La création de ce programme faisait partie d'une stratégie fédérale visant à placer le Canada parmi les chefs de file mondiaux en matière de recherche et de développement. À ce jour, le budget alloué à ce programme se situe autour de 400 M\$ et vient apporter un soutien à plus de 150 établissements d'enseignement postsecondaire¹².

¹¹ Université du Québec à Montréal, « Portail recherche et création : Gestion des frais indirects de recherche », UQÀM, 24 octobre 2018, <https://recherche.uqam.ca/soutien-aux-chercheurs/frais-indirects.html>.

¹² Gouvernement du Canada, « Fonds de soutien à la recherche : Au sujet du programme », Gouvernement du Canada, 11 mai 2012, http://www.rsf-fsr.gc.ca/about-au_sujet/index-fra.aspx.

2.2 Situation et recommandation

Les FIR sont quantifiés en pourcentage des frais directs de la recherche. Ainsi, ce programme permet à ce jour de couvrir environ 21.5% du financement direct de la recherche¹³. Ce taux connaît des variations selon les établissements. Ainsi, si l'Université du Québec en Outaouais connaît en moyenne un remboursement de ses coûts indirects de recherche à hauteur de 48% depuis l'année 2010-2011¹⁴, l'Université de Montréal expliquait qu'en 2018-2019, le FSR ne lui permettait d'assurer qu'un financement de 19.1% de ses FIR¹⁵. Ainsi, les universités les plus touchées seraient, selon le Comité national des cycles supérieurs (CNCS) de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), l'Université McGill, l'Université de Montréal et l'Université Laval¹⁶. Les grandes universités sont ainsi les plus touchées par ce problème de sous-financement¹⁷.

Diverses organisations, à l'image de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) estiment que les programmes de soutien indirect à la recherche (dont fait partie le FSR) devraient être bonifiés afin d'assurer un taux de couverture de 40% du financement de la recherche octroyé¹⁸. L'ACFAS explique notamment que l'aide devrait augmenter proportionnellement aux investissements dans les conseils et agences subventionnaires et respecter un principe d'équité entre les établissements. En effet, le pouvoir fédéral a récemment appuyé les universités dans leurs investissements dans de nouvelles infrastructures, ceci par l'intermédiaire de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et des conseils subventionnaires existants. Ainsi, l'association considère que la valeur de ces investissements ne peut se maintenir si le gouvernement canadien n'assimile pas que ces nouvelles infrastructures de pointe impliquent une augmentation des coûts d'entretien, d'utilisation, etc.¹⁹ Pourtant, il est intéressant de constater que lors de la création du FSR, il y a maintenant plus de 15 ans, le gouvernement fédéral prévoyait que ce fonds permette une couverture avoisinant 40% du financement direct de la recherche²⁰.

Tout comme l'ACFAS, le mouvement étudiant considère que le soutien financier relié aux FIR, notamment par l'intermédiaire du FSR, devrait atteindre un taux de couverture de 40% ou plus. La CADEUL faisait d'ailleurs déjà cette recommandation lors des élections fédérales de 2015, recommandation qu'elle réitère aujourd'hui :

¹³ Association francophone pour le savoir, « Un investissement concerté dans la recherche fondamentale » (ACFAS, 30 septembre 2016), https://www.acfas.ca/sites/default/files/documents_utiles/Memoire_ExamenSoutienFederalSciences_1.pdf.p.9.

¹⁴ Université du Québec en Outaouais, « La recherche et la création: Coûts indirects de recherche », Université du Québec en Outaouais, consulté le 6 juin 2019, <https://uqo.ca/recherche/couts-indirects>.

¹⁵ Université de Montréal, « La recherche : Les frais indirects de recherche », La recherche à l'UdeM, consulté le 18 juin 2019, <https://recherche.umontreal.ca/services-aux-chercheurs/gestion-des-fonds/frais-indirects-de-recherche/>.

¹⁶ Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec, « Mémoire sur le Programme des coûts indirects: Mémoire déposé dans le cadre des consultations sur le Programme des coûts indirects » (CNCS-FEUQ, 2014). p.22.

¹⁷ Union étudiante du Québec, « Le financement des universités : Historique, explications et recommandations pour une nouvelle formule de financement », 2017. p.82.

¹⁸ Association francophone pour le savoir, *op.cit.*, p.10

¹⁹ *Ibid.* p.9.

²⁰ *Loc.cit.*

Recommandation 2

Que le gouvernement fédéral bonifie le Fonds de soutien à la recherche afin que les coûts indirects de la recherche soient financés à un minimum de 40% des coûts directs de la recherche universitaire.

3. ENVIRONNEMENT

3.1 Politique énergétique, changements climatiques et développement durable

Conclu en décembre 2015 lors de la 21^e Conférence des Parties (COP 21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Accord de Paris est le dernier grand engagement international en matière d'environnement et de changements climatiques auquel le Canada ait adhéré²¹. L'objectif principal qui y fut pris, comme lors des rencontres internationales précédentes (Sommet de Copenhague, Protocole de Kyoto) est celui de renforcer les actions des États membres dans une perspective de réponse globale aux changements climatiques, ceci dans un contexte de développement durable et de lutte contre la pauvreté²². Les engagements principaux qui y furent pris sont les suivants :

- *Contenir l'augmentation de la température moyenne de la planète en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques;*
- *Développer des capacités d'adaptation face aux effets néfastes des divers changements climatiques, notamment par la promotion d'un développement à faible émission de gaz à effet de serre, ceci en maintenant le cap d'une production alimentaire suffisante et en promouvant la résilience à ces changements;*
- *Rendre les flux financiers compatibles avec le développement de pratiques à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques²³.*

En 2018, sur 196 États signataires, seuls 58 ont adopté des lois destinées à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre²⁴. De plus, 17 pays ont été jugés, selon une étude

²¹ Vie-publique, « Qu'est-ce que l'Accord de Paris sur le climat ?, Accord de Paris, définition, rechauffement climatique. A la une, vie-publique.fr », Vie-publique, 27 novembre 2018, <https://www.vie-publique.fr/focus/decrypter-actualite/qu-est-ce-que-accord-paris.html>.; Bertrand Schepper, « Environnement : Quand Trudeau contourne les questions », *Institut de recherche et d'informations socioéconomiques* (blog), 24 octobre 2018, <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/environnement-quand-trudeau-contourne-les-questions>.

²² Vie-publique, « Qu'est-ce que l'Accord de Paris sur le climat ?, Accord de Paris, définition, rechauffement climatique. A la une, vie-publique.fr », Vie-publique, 27 novembre 2018, <https://www.vie-publique.fr/focus/decrypter-actualite/qu-est-ce-que-accord-paris.html>.

²³ *Loc.cit.*

²⁴ Antoine Fonteneau, « À vrai dire. Climat: les engagements de l'accord de Paris sont-ils tenus ? », *Franceinfo*, 30 novembre 2018, https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/cop21/a-vrai-dire-climat-les-engagements-de-l-accord-de-paris-sont-ils-tenus_3077685.html.

publiée le 29 octobre par le «think-tank» américain *World Resources Institute* et par deux centres de recherche britanniques relevant de la London School of Economics comme agissant de manière suffisante en respect aux engagements pris lors de l'Accord de Paris²⁵.

Ainsi, le Canada a été reconnu par ces études comme étant un bon élève. En effet, pour respecter ses engagements, le gouvernement Trudeau a produit le *Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques*, lequel contient 4 piliers :

- *La tarification de la pollution par le carbone;*
- *Les mesures dans chaque secteur de l'économie;*
- *L'adaptation aux changements climatiques;*
- *Le soutien aux technologies propres, à l'innovation et à la création d'emplois*²⁶.

Plus concrètement, ces piliers se sont concrétisés par des mesures et engagements multiples. Ainsi, les provinces ayant refusé de mettre en place un système de tarification des émissions de gaz à effet de serre se sont vues imposer en avril dernier la taxe carbone fédérale²⁷. Toutefois, cette taxe devra être augmentée afin que le Canada respecte les engagements pris lors de la COP 21. Selon le directeur parlementaire du budget, le prix imposé en 2030 par ce système devrait être multiplié par 5 afin que les engagements du Canada, en vertu de l'Accord de Paris, soient atteints²⁸.

Le gouvernement Trudeau a également pris par exemple l'engagement d'abolir le recours au charbon comme source d'électricité d'ici 2030²⁹. On peut également faire mention du projet de loi C-69, qui, bien que n'étant pas exempt de critiques de la part des environnementalistes, prévoit de resserrer les critères des évaluations environnementales des grands projets d'exploitation de ressources énergétiques, à l'image des pipelines³⁰.

Toutefois, bien que le gouvernement Trudeau ait pris de nombreux engagements et mis en place diverses mesures en vue de respecter l'Accord de Paris, certaines d'entre elles sont jugées comme insuffisantes. Ainsi, lorsque le gouvernement libéral, aux termes de la COP 21, prévoit de réduire d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre de 30%

²⁵ *Loc.cit.*; Claire Stam, « Seulement 16 pays sur 197 respectent l'accord de Paris », *euractiv.com*, 29 octobre 2018, <https://www.euractiv.fr/section/climat/news/only-16-countries-meet-their-commitment-to-paris-agreement-new-study-finds/>.

²⁶ Ressources naturelles Canada, « Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques », Gouvernement du Canada, Ressources naturelles Canada, 12 décembre 2016, https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/cadre-pancanadien/introduction.html#1_2.

²⁷ La Presse canadienne, « La taxe carbone fédérale entre en vigueur dans 4 provinces | Le Devoir », *Le Devoir*, 2 avril 2016, <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/551168/nouvelle-taxe-federale-sur-le-carbone-en-vigueur-dans-4-provinces>.

²⁸ Marc Godbout, « La taxe sur le carbone devra augmenter pour atteindre les cibles canadiennes », *Radio-Canada*, 13 juin 2019, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1183321/taxe-carbone-cibles-canadiennes-accord-paris-directeur-parlementaire-budget>.

²⁹ Ressources naturelles Canada, « Ressources naturelles Canada : Faits sur le charbon », Gouvernement du Canada, Ressources naturelles Canada, 6 octobre 2017, <https://www.rncan.gc.ca/energie/faits/charbon/20082>.

³⁰ Ministre de l'Environnement et du Changement climatique, « Sénat du Canada - La loi sur l'évaluation d'impact est au Sénat », Pub. L. No. C-69 (2019), <https://sencanada.ca/fr/sencaplus/nouvelles/loi-evaluation-impact/>.

comparativement au niveau de 2005, il adopte en réalité les mêmes objectifs que le gouvernement conservateur de Stephen Harper à la suite du retrait du Protocole de Kyoto³¹.

De plus, si certains objectifs semblent insuffisants ou peu ambitieux, certaines actions du gouvernement Trudeau apparaissent clairement comme contreproductives afin de respecter les engagements pris lors de l'Accord de Paris. Ainsi, le soutien au secteur pétrolier et gazier est notable. En 2018 par exemple, 1,6 G\$ ont ainsi été versés par le fédéral à ces industries³², ceci en plus de la mise en place durant la même année d'un assouplissement des seuils d'émissions de carbone pour les industries les plus énergivores³³ et de l'achat de l'oléoduc Trans Mountain et des actifs de base de Kinder Morgan Canada pour 4,5 G\$³⁴. D'ailleurs, nous avons constaté, durant ces 5 dernières années, une croissance de la production pétrolière issue en très grande majorité de l'exploitation des sables bitumineux³⁵, ressource extrêmement polluante en raison du fait que la production de combustibles fossiles émet une forte quantité de carbone dans l'air et que cette ressource nécessite qui plus est des quantités d'eau colossales afin de liquéfier le bitume. Enfin, rapportons que dans la dernière année, 50 M\$ ont également été offerts en subventions à l'industrie pétrolière, ceci à même un fonds vert destiné au développement de technologies propres³⁶.

Dès lors, la CADEUL recommande :

Recommandation 3

Que le gouvernement fédéral mette en place les mesures nécessaires à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris.

Recommandation 4

Que le gouvernement fédéral axe sa politique énergétique uniquement vers le développement des énergies renouvelables.

Recommandation 5

Que le gouvernement fédéral cesse de financer et subventionner les secteurs pétrolier et gazier.

³¹ Bertrand Schepper, *op.cit.*, <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/environnement-quand-trudeau-contourne-les-questions>

³² Jean-Thomas Léveillé, « Aide fédérale de 1,6 milliard au secteur pétrolier et gazier », *La Presse*, 18 décembre 2018, <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201812/18/01-5208481-aide-federale-de-16-milliard-au-secteur-petrolier-et-gazier.php>.

³³ La Presse canadienne, « Le gouvernement Trudeau assouplit les seuils d'émissions de carbone », *Le Soleil*, 1 août 2018, <https://www.lesoleil.com/actualite/environnement/le-gouvernement-trudeau-assouplit-les-seuils-demissions-de-carbone-7fa43919a658ec24ea122d82a78478cf>.

³⁴ Michel Girard, « Trudeau met sa tête sur le pipeline », *Le Journal de Montréal*, 31 mai 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/05/31/trudeau-met-sa-tete-sur-le-pipeline>.

³⁵ Alexandre Shields, « Le parti pris pétrolier de Justin Trudeau », *Le Devoir*, consulté le 18 juin 2019, <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/529361/trans-mountain-le-parti-pris-petrolier-de-trudeau>.

³⁶ Guillaume St-Pierre, « 50 M\$ d'un fonds vert dans le pétrole », *TVA Nouvelles*, 2 avril 2019, <https://www.tvanouvelles.ca/2019/04/02/50-m-dun-fonds-vert-dans-le-petrole>.

3.2 Transports en commun et développement durable

La Ville de Québec a rendu public son projet de Réseau structurant de transport en commun (RSTC) en mars 2018, lequel prévoit notamment la mise en place d'un tramway ou encore, d'un trambus d'ici 2026³⁷.

Le financement de ce projet a déclenché une querelle entre les Villes de Québec et de Montréal, résultant elle-même d'un désaccord entre les gouvernements provincial et fédéral. En effet, le projet de RSTC doit être financé à la fois par le palier provincial et le palier fédéral. Ainsi, 1,8 G\$ sont prévus au provincial, contre 1,2 G\$ au fédéral, dont 400 M\$ en provenance d'une enveloppe consacrée aux projets de transports collectifs et 800 M\$ issus du Fonds pour l'infrastructure verte³⁸. Enfin, la Ville de Québec ajoutera 300 M\$ pour divers aménagements³⁹.

Le premier ministre québécois, François Legault, a émis plusieurs critiques sur cette formule de financement retenue par Ottawa. Il refuse en effet d'utiliser les 800 M\$ en provenance du Fonds pour l'infrastructure verte, estimant que la Ville de Québec, qui représente environ 10% de la population québécoise, accaparerait alors 44% de l'argent disponible⁴⁰. François Legault considère que la répartition de l'enveloppe fédérale consacrait aux projets de transports collectifs, totalisant 5,2 G\$, doit être reconsidérée. En effet, cet argent est réparti en fonction de l'achalandage des réseaux de transports en commun des différentes municipalités, ceci faisant en sorte que Montréal obtient 72% de ce transfert de liquidités et Québec seulement 8%, soit 400 M\$⁴¹. Toutefois, la mairesse de Montréal, Valérie Plante, refuse de son côté d'octroyer les 800 M\$ manquants à la Ville de Québec⁴².

La CADEUL est témoin de ces événements qui risquent de ralentir la mise en œuvre du projet. Elle a particulièrement à cœur qu'il se réalise sans délai et elle s'est d'ailleurs mobilisée avec d'autres associations étudiantes en ce sens. Elle a publié dernièrement une lettre ouverte demandant la réalisation sans délai du projet de RSTC, notamment dans le but de rendre la ville de Québec plus dynamique et innovante⁴³.

³⁷ Ville de Québec, « Réseau structurant de transport en commun », Réseau structurant de transport en commun, consulté le 6 juin 2019, <http://www.reseaustructurant.info/>.

³⁸ Taïeb Moalla, « Réseau de transport structurant: la Ville de Québec craint de faire les frais du bras de fer politique », *Le Journal de Québec*, consulté le 18 juin 2019, <https://www.journaldequebec.com/2019/02/26/reseau-de-transport-structurant-la-ville-de-quebec-veut-que-les-sommes-soient-rapidement-confirmees>.

³⁹ *Id.*, « Financement du tramway: la Ville de Québec lorgnerait le Fonds vert », *Le Journal de Québec*, 6 mars 2019, <https://www.journaldequebec.com/2019/03/06/financement-du-tramway-la-ville-de-quebec-lorgnerait-le-fonds-vert>.

⁴⁰ Patricia Cloutier, « Tramway: l'opposition fait monter la pression », *Le Soleil*, 14 mai 2019, <https://www.lesoleil.com/actualite/la-capitale/tramway-lopposition-fait-monter-la-pression-a8bbe36b0f47e11e4e660d7a72fd888a>.

⁴¹ Marc-André Gagnon, « Le projet de tramway «va aller de l'avant» assure la CAQ », *Le Journal de Québec*, 14 mai 2019, <https://www.journaldequebec.com/2019/05/14/le-projet-de-tramway--va-aller-de-lavant--assure-la-caq>.

⁴² Hélène Buzetti, « L'administration Plante refuse de payer pour le tramway de Québec », *Le Devoir*, 17 avril 2019, <https://www.ledevoir.com/politique/canada/552319/tramway-ottawa-fait-porter-l-odieux-a-montreal>.

⁴³ Texte collectif, « La jeunesse de Québec impatiente de voir se réaliser le réseau structurant de transport en commun », *Le Journal de Québec*, 15 avril 2019, <https://www.journaldequebec.com/2019/04/15/la-jeunesse-de-quebec-impatiente-de-voir-se-realiser-le-reseau-structurant-de-transport-en-commun>.

Aussi, la CADEUL recommande:

Recommandation 6

Que le gouvernement fédéral assure le financement du projet de réseau de transport structurant de la Ville de Québec, à hauteur de 1,2 G\$, tel qu'annoncé.

4. LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

Le Parti libéral du Canada avait promis lors de la campagne électorale de 2015 de réformer le mode de scrutin fédéral en vigueur⁴⁴, à savoir : le système majoritaire uninominal à un tour. Toutefois, bien qu'ayant remporté les élections, le gouvernement de Justin Trudeau a finalement renoncé à réaliser cette réforme majeure. Lors de la période de questions à la Chambre des communes, à la suite de cette annonce, M. Trudeau a notamment déclaré : « Il n'y a pas de consensus, a soutenu M. Trudeau. Il n'y a pas de chemin clairement tracé. Ce serait irresponsable de faire quelque chose qui nuirait à la stabilité au Canada⁴⁵. » Toutefois, soulignons que cet abandon s'est fait malgré des critiques au sein même des membres du parti au pouvoir⁴⁶.

Par ailleurs, que ce soit à l'échelon fédéral ou provincial, le système majoritaire uninominal à un tour est celui en vigueur. Cependant, plusieurs tentatives de réformes ont existé. Au niveau provincial par exemple, la Colombie-Britannique, ainsi que l'Île-du-Prince-Édouard ont proposé à leurs ressortissantes et ressortissants un référendum sur cette question dans les deux dernières années⁴⁷. Ces deux tentatives se sont toutefois soldées par des échecs. Dans les deux cas, il était proposé à la population de mettre en place une proportionnelle mixte. Aussi, du côté du Québec, ces derniers jours laissent une potentielle porte ouverte à l'organisation d'un référendum sur ce même enjeu⁴⁸. Le gouvernement Legault s'était en effet engagé durant la campagne provinciale à réformer le mode de scrutin québécois, proposant lui-aussi la mise en place d'un système proportionnel mixte⁴⁹.

Un système mixte est un mode de scrutin hybride combinant à la fois des éléments relevant du système du scrutin majoritaire avec celui de la proportionnelle⁵⁰. Comme la

⁴⁴ « Vives réactions à l'abandon par Trudeau de la réforme du mode de scrutin », *Radio-Canada*, 1 février 2017, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1014308/justin-trudeau-renonce-reforme-mode-scrutin-reaction-opposition>.

⁴⁵ *Loc.cit.*

⁴⁶ « L'abandon de la réforme électorale risque d'alimenter le cynisme », *Radio-Canada*, consulté le 18 juin 2019, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1014597/abandon-reforme-electorale-cynisme-trudeau>.

⁴⁷ Hélène Buzetti, « Autre victoire des conservateurs à l'Île-du-Prince-Édouard | Le Devoir », *Le Devoir*, 24 avril 2019, <https://www.ledevoir.com/politique/canada/552813/mot-cle-election-a-l-ipe>.; AGENCE QMI, « La Colombie-Britannique rejette une réforme du mode de scrutin | JDM », *Le Journal de Montréal*, 22 décembre 2018, <https://www.journaldemontreal.com/2018/12/22/la-colombie-britannique-rejette-une-reforme-du-mode-de-scrutin>.

⁴⁸ « Réforme du mode de scrutin : l'option référendaire fait débat à Québec », *Radio-Canada.ca*, 5 juin 2019, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1173826/referendum-reforme-mode-scrutin-caq-legault-lebel>.

⁴⁹ Anne-Marie Lecomte, « La réforme du mode de scrutin pourrait prendre de 30 à 42 mois », *Radio-Canada*, 16 mai 2019, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1170190/reforme-mode-scrutin-delai-lettre-dgeq-quebec-sonia-lebel-proportionnel-mixte-region>.

⁵⁰ Louis Massicotte, « Les systèmes électoraux dans les pays démocratiques », *L'Actualité économique* 93, n° 1-2 (2017): 23-45, <https://doi.org/10.7202/1044714ar>.

CADEUL l'avait souligné dans son mémoire au sujet de la réforme du mode de scrutin provincial:

[...] les systèmes mixtes sont perçus à ce jour par des nombreux acteurs et actrices comme permettant d'atteindre un juste équilibre entre deux modes électoraux, l'Allemagne a pendant un temps fait figure d'exception par l'utilisation d'un système mixte, et compensatoire. Toutefois, l'adoption d'une formule, dite Mixed-Member Proportional par la Nouvelle-Zélande a mis « en vogue » ce système à une échelle internationale dans le dernier quart de siècle, d'autres États y ayant progressivement adhéré depuis, comme l'Écosse ou encore l'Italie.⁵¹

Cette remarque est donc aussi bien valable à l'échelle fédérale que provinciale. En effet, la CADEUL considère que le système majoritaire uninominal à un tour comporte plusieurs écueils, notamment en matière de représentativité, générant régulièrement des distorsions. De plus, ce système rend la prédiction de la répartition des sièges complexe et encourage la logique bipartite. Face à un cynisme politique et à un malaise démocratique grandissant dans nos sociétés occidentales de la part des électeurs et électrices, tout particulièrement chez les jeunes, l'insertion d'éléments de proportionnalité apparaît comme une avenue potentielle afin de mieux respecter la diversité des idées et des personnes.

Aussi, la CADEUL recommande :

Recommandation 7

Que le gouvernement fédéral s'engage à réformer le mode de scrutin actuellement en vigueur au Canada en vue d'y introduire des éléments de proportionnalité.

⁵¹ Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval, « La réforme du mode de scrutin », 2018, <https://cadeul.com/wp-content/uploads/2018/07/La-r%C3%A9forme-du-mode-de-scrutin-version-PDF-en-ligne.pdf>.p.13.

BIBLIOGRAPHIE

- « Accord de Paris : le Canada encore loin de ses objectifs de réduction de GES ». *Radio-Canada*, 18 avril 2018. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1095888/accord-paris-canada-encore-loin-objectifs-reduction-ges>.
- Agence France-Presse. « Accord de Paris sur le climat: les engagements des pays ». *Sciences et Avenir*, 2 décembre 2018. https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/accord-de-paris-sur-le-climat-les-engagements-des-pays_129930.
- AGENCE QMI. « La Colombie-Britannique rejette une réforme du mode de scrutin | JDM ». *Le Journal de Montréal*, 22 décembre 2018. <https://www.journaldemontreal.com/2018/12/22/la-colombie-britannique-rejette-une-reforme-du-mode-de-scrutin>.
- Association francophone pour le savoir. « Un investissement concerté dans la recherche fondamentale ». ACFAS, 30 septembre 2016. https://www.acfas.ca/sites/default/files/documents_utiles/Memoire_ExamenSouti enFederalSciences_1.pdf.
- Béland, Gabriel. « À Québec, une majorité en faveur du tramway ». *La Presse*, 29 avril 2019. <https://www.lapresse.ca/actualites/201904/29/01-5223961-a-quebec-une-majorite-en-faveur-du-tramway.php>.
- Bélisle, Sarah. « Aide fédérale de 1,6 milliard \$ à l'industrie pétrolière ». *TVA Nouvelles*, 18 décembre 2018. <https://www.tvanouvelles.ca/2018/12/18/ottawa-aidera-le-secteur-petrolier-et-gazier-canadien>.
- Bellavance, Joël-Denis. « Le projet de loi C-69 met l'unité du pays en jeu, selon Jason Kenney ». *La Presse*, 3 mai 2019. <https://www.lapresse.ca/affaires/201905/02/01-5224449-le-projet-de-loi-c-69-met-lunite-du-pays-en-jeu-selon-jason-kenney.php>.
- Blais, André, et Peter Loewen. « Participation électorale des jeunes au Canada: Documents de travail ». Élections Canada, 2011. <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/part/youeng&document=why&lang=f>.
- Blais, Stéphane. « Réforme du mode de scrutin: un projet de loi pourrait être déposé dès le printemps ». *Le Soleil*, 28 janvier 2019. <https://www.lesoleil.com/actualite/politique/reforme-du-mode-de-scrutin-un-projet-de-loi-pourrait-etre-depose-des-le-printemps-0410c91ec7727ab536ca4169da063d6d>.
- Block, Nico. « Réforme électorale au Canada ». In *L'Encyclopédie canadienne*, 2015. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/reforme-electorale>.
- Boulerice, Alexandre. « Le vrai bilan en matière d'environnement de Justin Trudeau ». *NPD*, 7 mars 2019. <https://www.npd.ca/nouvelles/le-vrai-bilan-en-matiere-denvironnement-de-justin-trudeau>.
- Bryden, Joan. « Réforme électorale: Trudeau se dit ouvert ». *Le Soleil*, 22 mai 2018. <https://www.lesoleil.com/actualite/politique/reforme-electorale-trudeau-se-dit-ouvert-76e889fea3642fa8504ffe02fdc0ed2a>.
- Buzetti, Hélène. « Autre victoire des conservateurs à l'Île-du-Prince-Édouard | Le Devoir ». *Le Devoir*, 24 avril 2019.

- <https://www.ledevoir.com/politique/canada/552813/mot-cle-election-a-l-ipe>.
- . « L'administration Plante refuse de payer pour le tramway de Québec ». *Le Devoir*, 17 avril 2019. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/552319/tramway-ottawa-fait-porter-l-odieux-a-montreal>.
- « Changements climatiques : le GIEC sonne de nouveau l'alarme | Climat : où en sommes-nous? » *Radio-Canada*, 7 octobre 2018. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1128506/environnement-dereglement-climatique-rapport-accablant-giec>.
- Chouinard, Tommy. « Bourses étudiantes: Québec s'attend à 80 millions d'Ottawa ». *La Presse*, 24 mars 2016. <https://www.lapresse.ca/actualites/education/201603/23/01-4963967-bourses-etudiantes-quebec-sattend-a-80-millions-dottawa.php>.
- . « Québec ajoute 80 millions à l'aide financière aux études ». *La Presse*, 15 décembre 2016. <https://www.lapresse.ca/actualites/education/201612/14/01-5051505-quebec-ajoute-80-millions-a-laide-financiere-aux-etudes.php>.
- Cloutier, Patricia. « Plus de prêts et bourses pour 157 000 étudiants ». *Le Soleil*, 15 décembre 2016. <https://www.lesoleil.com/actualite/education/plus-de-prets-et-bourses-pour-157000etudiants-86329e6a8ffb39806edd01fa17794bfa>.
- . « Tramway: l'opposition fait monter la pression ». *Le Soleil*, 14 mai 2019. <https://www.lesoleil.com/actualite/la-capitale/tramway-lopposition-fait-monter-la-pression-a8bbe36b0f47e11e4e660d7a72fd888a>.
- CNW Telbec. « Le Gouvernement Du Canada Annonce Son Soutien Financier Annuel Au Québec Pour l'aide Financière Aux Étudiants ». Cision, 3 février 2010. <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/le-gouvernement-du-canada-annonce-son-soutien-financier-annuel-au-quebec-pourlaide-financiere-aux-etudiants-539263381.html>.
- . « Transfert de 125 Millions \$ d'Ottawa Du Programme Canadien de Bourses Aux Étudiants: 45 Millions \$ Disponibles Afin de Bonifier l'Aide Financière Aux Études ». Cision, février 2010. <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/transfert-de-125-millions--dottawa-du-programme-canadien-de-bourses-auxetudiants-45-millions--disponibles-afin-de-bonifier-laide-financiere-auxetudes-539270791.html>.
- . « Transferts fédéraux de 80 millions - « Gare au détournement libéral! Cet argent doit aller à l'aide directe aux étudiants », Amir Khadir - Québec Portal ». Québec.ca, 29 septembre 2016. <http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2409293863&lang=en>.
- Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval. « La réforme du mode de scrutin », 2018. <https://cadeul.com/wp-content/uploads/2018/07/La-r%C3%A9forme-du-mode-de-scrutin-version-PDF-en-ligne.pdf>.
- Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec. « Mémoire sur le Programme des coûts indirects: Mémoire déposé dans le cadre des consultations sur le Programme des coûts indirects ». CNCS-FEUQ, 2014.
- Crête, Mylène. « Trudeau défend son approche environnementale ». *HuffPost Québec*, 29 octobre 2018. https://quebec.huffingtonpost.ca/2018/10/29/changements-climatiques-justin-trudeau-environnement_a_23575296/.

- Daoust-Braun, Sarah. « Ottawa consacre 4,6 milliards \$ pour la réconciliation avec les Autochtones ». *Le Journal de Montréal*, 19 mars 2019. <https://www.journaldemontreal.com/2019/03/19/ottawa-consacre-46-milliards--pour-la-reconciliation-avec-les-autochtones>.
- Division des affaires juridiques et sociales. « La participation électorale des jeunes au Canada (Étude générale) ». *Bibliothèque du Parlement*, Service d'information et de recherche parlementaire, n° Publication n°2016-104-F (13 octobre 2016). https://bdp.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/2016104E#a3.
- Durand, Frédéric. « Lettre ouverte : La jeunesse de Québec impatiente de voir se réaliser le réseau structurant de transport en commun - Impact Campus ». *Impact Campus*, 15 avril 2019. <http://impactcampus.ca/opinion/jeunesse-de-quebec-impatiente-de-voir-se-realiser-reseau-structurant-de-transport-commun/>.
- De l'Église, Justine. « Les étudiants québécois pourraient être privés de 80 millions de dollars du fédéral ». *Vice*, 21 septembre 2016. https://www.vice.com/fr_ca/article/wdbzdy/les-etudiants-quebecois-pourraient-etre-privés-de-80-millions-provenant-du-gouvernement-federal.
- Environnement et Changement climatique. « Communiqué de presse: Le Canada concrétise un important engagement visant à réduire la pollution par le carbone ». Gouvernement Canada, 26 avril 2018. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2018/04/le-canada-concretise-un-important-engagement-visant-a-reduire-la-pollution-par-le-carbone.html>.
- . « Progrès vers la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada ». Recherche. Gouvernement du Canada, 2019. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/progres-cible-reduction-emissions-gaz-effet-serre-Canada.html>.
- Fonteneau, Antoine. « À vrai dire. Climat : les engagements de l'accord de Paris sont-ils tenus ? ». *Franceinfo*, 30 novembre 2018. https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/cop21/a-vrai-dire-climat-les-engagements-de-l-accord-de-paris-sont-ils-tenus_3077685.html.
- Gagnon, Marc-André. « Assemblée nationale: front commun raté pour le tramway de Québec ». *Le Journal de Québec*, 15 mai 2019. <https://www.journaldequebec.com/2019/05/15/assemblee-nationale-front-commun-rate-pour-le-tramway-de-quebec>.
- . « Le projet de tramway «va aller de l'avant» assure la CAQ ». *Le Journal de Québec*, 14 mai 2019. <https://www.journaldequebec.com/2019/05/14/le-projet-de-tramway--va-aller-de-l-avant--assure-la-caq>.
- Girard, Michel. « Trudeau met sa tête sur le pipeline ». *Le Journal de Montréal*, 31 mai 2018. <https://www.journaldemontreal.com/2018/05/31/trudeau-met-sa-tete-sur-le-pipeline>.
- Godbout, Luc, et Suzie St-Cerny. « Les transferts fédéraux : Évolution et perspectives pour le Québec — Document de travail ». *Université de Sherbrooke - Chaire en fiscalité et en finances publiques*, 2015, 30.
- Godbout, Marc. « La taxe sur le carbone devra augmenter pour atteindre les cibles canadiennes ». *Radio-Canada*, 13 juin 2019. <https://ici.radio->

- canada.ca/nouvelle/1183321/taxe-carbone-cibles-canadiennes-accord-paris-directeur-parlementaire-budget.
- Gouvernement du Canada. « Fonds de soutien à la recherche : Au sujet du programme ». Gouvernement du Canada, 11 mai 2012. http://www.rsf-fsr.gc.ca/about-au_sujet/index-fra.aspx.
- Institut du Nouveau Monde. « La diminution de la participation électorale des jeunes Québécois: Une recherche exploratoire de l'Institut du Nouveau Monde ». Le Directeur général des élections du Québec, 2012. <http://inm.qc.ca/blog/la-diminution-de-la-participation-electorale-des-jeunes-quebecois-une-recherche-exploratoire-de-linm/>.
- La Presse canadienne. « Bonification de 80 millions de dollars de l'aide financière aux études ». *Radio-Canada*, 15 décembre 2016. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1006101/bonification-80-millions-aide-etudes-quebec-helene-david>.
- . « La taxe carbone fédérale entre en vigueur dans 4 provinces | Le Devoir ». *Le Devoir*, 2 avril 2016. <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/551168/nouvelle-taxe-federale-sur-le-carbone-en-vigueur-dans-4-provinces>.
- . « Le DGE appuie la réforme électorale de Trudeau, mais la juge insuffisante ». *L'actualité*, 28 mai 2018. <https://lactualite.com/actualites/le-dge-appuie-la-reforme-electorale-de-trudeau-mais-la-juge-insuffisante/>.
- . « Le gouvernement Trudeau assouplit les seuils d'émissions de carbone ». *Le Soleil*, 1 août 2018. <https://www.lesoleil.com/actualite/environnement/le-gouvernement-trudeau-assouplit-les-seuils-demissions-de-carbone-7fa43919a658ec24ea122d82a78478cf>.
- . « Scheer, Moe et Higgs dénoncent le projet C-69 ». *La Presse*, 16 février 2019. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201902/16/01-5214986-scheer-moe-et-higgs-denoncent-le-projet-c-69.php>.
- « L'abandon de la réforme électorale risque d'alimenter le cynisme ». *Radio-Canada*, 3 février 2017. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1014597/abandon-reforme-electorale-cynisme-trudeau>.
- Lecomte, Anne-Marie. « La réforme du mode de scrutin pourrait prendre de 30 à 42 mois ». *Radio-Canada*, 16 mai 2019. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1170190/reforme-mode-scrutin-delai-lettre-dgeq-quebec-sonia-lebel-proportionnel-mixte-region>.
- Léveillé, Jean-Thomas. « Aide fédérale de 1,6 milliard au secteur pétrolier et gazier ». *La Presse*, 18 décembre 2018. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201812/18/01-5208481-aide-federale-de-16-milliard-au-secteur-petrolier-et-gazier.php>.
- Massicotte, Louis. « À la recherche d'un mode de scrutin mixte compensatoire pour le Québec : Document de travail ». Secrétariat à la communication gouvernementale, 2004. A1637882. Ariane. Accès via BAnQ <http://bibnum2.banq.qc.ca/pgq/2007/3288244a.pdf>.
- . « Les systèmes électoraux dans les pays démocratiques ». *L'Actualité économique* 93, n° 1-2 (2017): 23-45. <https://doi.org/10.7202/1044714ar>.
- McKenna, Catherine. « Le gouvernement Trudeau veut qu'Ottawa déclare l'urgence

- climatique pour accroître la pression sur Andrew Scheer ». *Le Journal de Montréal*, 14 mai 2019. <https://www.journaldemontreal.com/2019/05/14/le-gouvernement-trudeau-veut-quottawa-declare-lurgence-climatique-pour-accroitre-la-pression-sur-andrew-scheer>.
- Mercure, Philippe. « Science: à la merci des budgets et des réorganisations ». *La Presse*, 27 mai 2015. <https://www.lapresse.ca/actualites/sciences/201505/27/01-4872856-science-a-la-merci-des-budgets-et-des-reorganisations.php>.
- Ministère de la Justice. Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, L.C.1994,ch.28 §. Consulté le 6 juin 2019. <https://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/S-22.7.pdf>.
- . Loi fédérale sur les prêts aux étudiants, L.R.C. 1985, ch. S-23 § (2019). <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/s-23/>.
- Ministre de l'Environnement et du Changement climatique. Sénat du Canada - La loi sur l'évaluation d'impact est au Sénat, Pub. L. No. C-69 (2019). <https://sencanada.ca/fr/sencaplus/nouvelles/loi-evaluation-impact/>.
- Ministère des Finances du Canada, « Rapport sur les dépenses fiscales fédérales : Concepts, estimations et évaluations 2019 », Gouvernement du Canada, consulté le 18 juin 2019, <https://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2019/taxexp-depfisc19-fra.pdf>.
- Moalla, Taïeb. « Financement du tramway: la Ville de Québec lorgnerait le Fonds vert ». *Le Journal de Québec*, 6 mars 2019. <https://www.journaldequebec.com/2019/03/06/financement-du-tramway-la-ville-de-quebec-lorgnerait-le-fonds-vert>.
- . « Réseau de transport structurant: la Ville de Québec craint de faire les frais du bras de fer politique ». *Le Journal de Québec*, 26 février 2019. <https://www.journaldequebec.com/2019/02/26/reseau-de-transport-structurant-la-ville-de-quebec-veut-que-les-sommes-soient-rapidement-confirmees>.
- « Réalisations de l'UEQ ». Union étudiante du Québec. Consulté le 6 juin 2019. <https://unionetudiante.ca/realisations-de-lueq/>.
- « Réforme du mode de scrutin: l'option référendaire fait débat à Québec ». *Radio-Canada.ca*, 5 juin 2019. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1173826/referendum-reforme-mode-scrutin-caq-legault-lebel>.
- « Relance de l'énergie nucléaire: le gouvernement Trudeau sommé de refaire ses devoirs ». *Radio-Canada*, 30 octobre 2018. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1132931/energie-nucleaire-petits-reacteurs-modulaires-gouvernement-trudeau-organismes-environnementaux>.
- Ressources naturelles Canada. « Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques ». Gouvernement du Canada. Ressources naturelles Canada, 12 décembre 2016. https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/cadre-pancanadien/introduction.html#1_2.
- . « Ressources naturelles Canada: Faits sur le charbon ». Gouvernement du Canada. Ressources naturelles Canada, 6 octobre 2017. <https://www.rncan.gc.ca/energie/faits/charbon/20082>.
- Schepper, Bertrand. « Environnement: Quand Trudeau contourne les questions ». *Institut de recherche et d'informations socioéconomiques* (blog), 24 octobre 2018. <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/environnement-quand-trudeau-contourne-les-questions>.

- Shields, Alexandre. « Le parti pris pétrolier de Justin Trudeau ». *Le Devoir*, 2 juin 2018. <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/529361/trans-mountain-le-parti-pris-petrolier-de-trudeau>.
- Stam, Claire. « Seulement 16 pays sur 197 respectent l'accord de Paris ». *euractiv.com*, 29 octobre 2018. <https://www.euractiv.fr/section/climat/news/only-16-countries-meet-their-commitment-to-paris-agreement-new-study-finds/>.
- St-Pierre, Guillaume. « 50 M\$ d'un fonds vert dans le pétrole ». *TVA Nouvelles*, 2 avril 2019. <https://www.tvanouvelles.ca/2019/04/02/50-m-dun-fonds-vert-dans-le-petrole>.
- Texte collectif. « La jeunesse de Québec impatiente de voir se réaliser le réseau structurant de transport en commun ». *Le Journal de Québec*, 15 avril 2019. <https://www.journaldequebec.com/2019/04/15/la-jeunesse-de-quebec-impatiente-de-voir-se-realiser-le-reseau-structurant-de-transport-en-commun>.
- Union étudiante du Québec. « 15 décembre 2016 - Transferts fédéraux de 80 millions en aide financière – L'UEQ célèbre un gain historique pour les étudiantes et étudiants les plus démunis ainsi que pour les chefs de famille monoparentale ». Union étudiante du Québec, 15 décembre 2016. <https://unionetudiante.ca/transferts-federaux-de-80-millions-aide-financiere-lueq-celebre-gain-historique/>.
- . « Le financement des universités : Historique, explications et recommandations pour une nouvelle formule de financement », 2017. <https://unionetudiante.ca/download/avis-financement-universites/>.
- Université de Montréal. « La recherche : Les frais indirects de recherche ». La recherche à l'UdeM. Consulté le 18 juin 2019. <https://recherche.umontreal.ca/services-aux-chercheurs/gestion-des-fonds/frais-indirects-de-recherche/>.
- Université du Québec à Montréal. « Portail recherche et création : Gestion des frais indirects de recherche ». UQÀM, 24 octobre 2018. <https://recherche.uqam.ca/soutien-aux-chercheurs/frais-indirects.html>.
- Université du Québec en Outaouais. « La recherche et la création : Coûts indirects de recherche ». Université du Québec en Outaouais. Consulté le 6 juin 2019. <https://uqo.ca/recherche/couts-indirects>.
- Vie-publique. « Qu'est-ce que l'Accord de Paris sur le climat ?, Accord de Paris, définition, réchauffement climatique. A la une, vie-publique.fr ». Vie-publique, 27 novembre 2018. <https://www.vie-publique.fr/focus/decrypter-actualite/qu-est-ce-que-accord-paris.html>.
- Ville de Québec. « Réseau structurant de transport en commun ». Réseau structurant de transport en commun. Consulté le 6 juin 2019. <http://www.reseaustructurant.info/>.
- « Vives réactions à l'abandon par Trudeau de la réforme du mode de scrutin ». *Radio-Canada*, 1 février 2017. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1014308/justin-trudeau-renonce-reforme-mode-scrutin-reaction-opposition>.